



19-07-2012

LES EXIGENCES DU PATRONAT

Laurence Parisot vient une nouvelle fois de rappeler les exigences du patronat dans une longue interview au journal "les Echos" du 18 juillet.

Après avoir apprécié par deux fois de manière positive l'action du ministre du Travail, M. Sapin, au regard de ses positions, elle pose les revendications patronales et entend bien obtenir satisfaction lors de la "grande conférence sociale" qui doit se poursuivre en septembre.

Tout y passe. Compétitivité, flexibilité du marché du travail, coût du travail, baisse des cotisations sociales et leur remplacement par une hausse de la TVA et de la CSG, accords au niveau des entreprises pour la fixation de la durée du travail, des salaires et des heures supplémentaires.

Des menaces.

Parlant de cette conférence sociale et de la concertation entre "partenaires sociaux" elle menace. ***Notre point de vue est décisif et doit être entendu...Comment pourrions-nous ouvrir une négociation si le document d'orientation... ne nous convient pas.*** On ne saurait être plus clair. Le Medef veut bien discuter mais seulement pour que ses exigences soient prises en compte avec l'aval du gouvernement et le soutien des syndicats chargés de faire avaler la pilule aux salariés.

A propos de PSA

Elle met les points sur les i. *Quant à l'Etat, c'est son interventionnisme qui parfois met les entreprises en difficulté. Il doit se concentrer sur l'environnement économique, accompagner socialement les restructurations et éviter toute ingérence dans la stratégie et le management des entreprises.*

A la collectivité de prendre en charge les suppressions d'emplois, au capitalisme le profit, sa seule raison d'être.

Une déclaration de guerre

Ces propos doivent être pris au sérieux. Le capitalisme français est en retard sur ses concurrents dans la casse des acquis sociaux, résultats des luttes et des succès revendicatifs passés. Il doit combler ce retard dans les plus brefs délais. Cette "conférence sociale" qui se déroule avec les centrales syndicales l'arme au pied, sans appel à la lutte pour mettre en échec les exigences patronales, sous l'œil complice d'un gouvernement socialiste, est lourde de danger pour le monde du travail.

Une seule réponse : AGIR.

www.sitecommunistes.org